

L'indépendance du Kurdistan est-elle possible ?

depuis la chute de Mossoul entre les mains du Calife al-Baghdadi, le « mythe de l'indépendance du Kurdistan » occupe l'espace médiatique, non seulement au Kurdistan, mais aussi à l'échelle régionale et internationale. La nouvelle réapparition du discours indépendantiste est à présent cultivée directement par le président du gouvernement régional du Kurdistan, Massoud Barzani, qui demande aux députés kurdes de fixer une date pour le référendum et qui multiplie les interviews avec les grands médias internationaux en évoquant volontairement la question de l'indépendance¹.

Cette nouvelle phase a suscité dans l'opinion publique kurde une ivresse nationaliste qui empêche toute lecture objective des possibilités de cette indépendance. Les rares politiques ou intellectuels qui rendent publique leur opinion en disant que, peut-être, les conditions de l'indépendance ne sont pas encore tout-à-fait réunies, sont considérés comme des « traîtres ».

Si dans les phases précédentes du discours indépendantiste, les acteurs kurdes accusaient l'« ennemi » arabe, turc, perse ou les puissances inter-

ADEL BAKAWAN
sociologue, université d'Évry

nationales d'empêcher les Kurdes de prendre en mains leur propre destin², dans cette nouvelle phase, l'acteur dominant, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), mobilise toute son influence médiatique (télévision, radios, journaux, réseaux sociaux) pour convaincre l'opinion publique kurde que seuls les Kurdes devraient avoir le dernier mot au sujet de leur indépendance. C'est à Erbil, et non à Washington, à Ankara ou à Téhéran que la configuration de l'État kurde se dessine, dit Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan et leader du PDK³. Pourtant, ceux-là mêmes qui annoncent l'indépendance sont tout à fait conscients que cette construction imaginaire serait difficilement réalisable car un embargo économique d'Ankara contre le Kurdistan

1. Barzani, Massoud, 2014, « Discours devant le parlement kurde. Kurdistan d'Irak ».

2. Kutschera, Chris, 1997, *Le Défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance politique*, Paris, Bayard éditions.

3. Barzani, *op.cit.*

d'Irak, qui ne dispose pratiquement pas d'économie productrice, ne manquerait pas de l'asphyxier en peu de temps. À l'inverse, des pressions de Téhéran sur certains acteurs kurdes irakiens comme l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ou le mouvement Goran (« Changement »), désormais deuxième force politique du pays, pourraient entraîner la fragmentation militaire du Kurdistan irakien, comme ce fut le cas lors de la guerre civile de 1994-1996⁴.

Cependant, comment rendre compte de cette stratégie de communication de la part de certains acteurs kurdes ? Elle s'explique par les rapports de forces à l'intérieur du champ politique kurde. Cette stratégie correspond à une consolidation de la position du PDK, qui devient l'acteur dominant qui détermine les enjeux du champ politique kurde, et impose ses codes, ses règles et sa vision aux autres acteurs (UPK, Goran, Yakgrtu, Komal). L'objectif est de convaincre un électorat, qui a placé le PDK en position de première force du Kurdistan d'Irak, que Massoud Barzani est le bâtisseur de l'indépendance et que lui seul peut réaliser le rêve historique des Kurdes dans le but d'assurer encore davantage l'influence dominante du PDK.

Mais au-delà de cette stratégie de communication, le gouvernement régional du Kurdistan s'inscrit-il sérieusement dans la perspective d'une indépendance proche ? Une lecture approfondie de ses rapports avec Bagdad et de ses prises de positions concernant la formation d'un nouveau gouvernement irakien montre la volonté des acteurs kurdes de rester

dans un Irak extrêmement fragile. Par exemple, l'insistance sur la présidence de la République irakienne qui doit, selon un consensus de fait, revenir aux Kurdes (Fouad Massoum, un Kurde membre de l'UPK a été élu Président de la République par le Parlement), la pression des Kurdes sur les représentants de la communauté chiite pour ne pas reconduire Nouri al-Maliki à son poste de Premier ministre, l'organisation des rencontres régulières entre les différents partis politiques chiites et sunnites à Erbil, par le président du gouvernement régional du Kurdistan, et l'engagement total des députés kurdes à l'Assemblée nationale irakienne, révèlent l'inexistence d'un projet sérieux pour l'indépendance chez les acteurs kurdes. Il y a une différence entre des revendications indépendantistes pensées comme un moyen pour « mieux presser le citron de Bagdad » et l'indépendance comme projet sérieux. Ahmad Chalabi, homme politique irakien extraordinairement pragmatique, président du Congrès national irakien, est, parmi les rares acteurs politiques irakiens, celui qui a parfaitement saisi le sens de cette stratégie kurde, en annonçant régulièrement dans ses conférences de presse que « si les Kurdes veulent se séparer de nous, aujourd'hui, avec mes dix doigts, je signe leur indépendance. »

Le fort engagement kurde dans le processus politique irakien et l'insistance pour être présents dans tous les compartiments de cette grande armoire qui s'appelle encore l'Irak, est en pleine contradiction avec un projet sérieux pour l'indépendance. Si le Kurdistan se prépare à se séparer de l'Irak, pourquoi donc intervenir, à tous les niveaux, dans la politique irakienne ? Si le gouvernement régional du Kurdistan se plaçait

4. Bozarslan, Hamit, avec Peter Harling, 2007, « L'Irak : violences et incertitudes », *Critique internationale*, 2007.

dans la perspective de l'indépendance, pourquoi mobiliserait-il toutes les forces diplomatiques pour empêcher le troisième mandat de Maliki ? Pourquoi imposer un Kurde à la présidence de la République irakienne ? Pourquoi transformer Erbil en un espace de reconfiguration de l'Irak ?

Par ailleurs, un projet sérieux pour l'indépendance a besoin d'un consensus national kurde, au moins au Kurdistan d'Irak, qui devrait dépasser les divisions internes. Or, le discours de Souleymaniah, au nord-est de l'Irak, zone d'influence de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, n'est pas exactement le même que celui d'Erbil, zone d'influence du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani. La zone d'influence de l'UPK est géographiquement liée à l'Irak des ayatollahs. Les échanges économiques des deux côtés de la frontière sont estimés à plusieurs milliards de dollars⁵. L'Irak est la porte de l'ouverture de l'UPK vers le monde extérieur si bien qu'une déstabilisation de ses rapports avec ce grand voisin met en danger l'existence même de l'UPK ; ce qui n'est pas le cas pour le PDK, dont les zones d'influence voisinent avec la Turquie d'Erdogan, avec laquelle une alliance réfléchie se forme avec l'objectif d'une co-administration de l'espace kurde à la fois en Irak, en Turquie et en Syrie⁶. Ainsi, deux pôles s'opposent : le premier est constitué de Téhéran, Souleymaniah et Najaf, haut

lieu de l'islam chiite, le second se forme autour d'Ankara et d'Erbil, sans Najaf. D'où le discours ambigu de l'UPK sur l'indépendance du Kurdistan, afin de ne pas provoquer le gouvernement chiite de l'Irak, qui est un allié stratégique de l'Irak, le grand voisin, détenteur de tous les moyens de pression sur la zone « verte » de l'UPK.

Au-delà de cette fragilité politique, le gouvernement régional du Kurdistan a une autre faiblesse : la protection de ses frontières. L'armée kurde n'est pas en mesure de protéger ses frontières, ni face à la Turquie, ni face à l'Irak, et ni même face à l'armée du Calife. Il est vrai que « Les frontières du Kurdistan avec la Syrie, la Turquie et l'Irak sont stables, assez bien contrôlées par les Kurdes eux-mêmes qui prélèvent des taxes sur le commerce transfrontalier légal »⁷. Mais cette lecture ne s'applique qu'au prélèvement des taxes tandis que lors des pénétrations régulières des armées turque ou iranienne, le gouvernement régional du Kurdistan, tout en les condamnant, n'est pas en mesure d'engager une action ! Les récents combats entre les combattants kurdes, les *peshmergas*, et l'armée du Calife, Abou Bakr II, ont démontré la précarité de l'armée kurde.

À l'échelle économique, le Kurdistan dépend totalement de Bagdad, d'Ankara et de Téhéran. Si le gouvernement de Bagdad bloque les 17 % du budget national, environ 15 milliards de dollars, la part du Kurdistan autonome, le gouvernement régional se trouvera dans une situation catastrophique. Le gouvernement régional salarie

5. Karim, Mohamad, 2013, *Clarification sur l'économie du Kurdistan*, 24 novembre.

6. Grojean, Olivier, 2014, « Turquie : le mouvement kurde à l'heure du "processus de paix" », *Revue de politique étrangère*. <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-2-page-27.htm>, accessed September 8, 2014.

7. Roussel, Cyril, 2014, « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », *Revue de politique étrangère*. <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-2-page-63.htm>, accessed July 31, 2014.

1 400 000 fonctionnaires, soit 1 habitant sur 4. Depuis le mois de janvier 2014, à cause des désaccords politiques entre Erbil et Bagdad, le gouvernement central a gelé les 17 % du budget national. Les fonctionnaires ne sont pas payés, le marché a chuté, les banques sont vidées, 350 entreprises ont fait faillite. Et les 100 000 barils du pétrole vendus par le gouvernement régional ne permettent pas d'apporter une réponse à cette crise.

Le système économique du pays, notamment dans le domaine du commerce, reste très fragile parce qu'il n'est pas construit sur des structures solides de production. Ce système est totalement basé sur l'importation, en provenance de la Turquie (9 millions de dollars) et de l'Iran (5 millions de dollars). La politique économique du gouvernement régional (tout importer) a deux conséquences dramatiques. En premier lieu, la fermeture de 85 % des petites et moyennes entreprises locales et en second lieu, la transformation du « citoyen » en « consommateur », qui amène des Philippins pour les travaux ménagers, des Bangladais pour les constructions, des Libanais pour l'hôtellerie et les Chinoises pour les masques.

Ces trois grandes sources de fragilité (l'absence de consensus politique, l'incapacité de protéger ses frontières et la dépendance économique) déplacent la question de l'indépendance du Kurdistan dans la zone de l'improbable, ce qui n'empêche pas son instrumentalisation et sa mobilisation comme arme entre les acteurs kurdes et irakiens engagés dans des rapports de force dans le champ politique.

Ces stratégies contradictoires peuvent-elles encore fonctionner avec l'instauration d'un Califat islamique

comme nouveau voisin, avec plus de 1000 km de frontières communes avec le Kurdistan irakien ? Comment les acteurs kurdes peuvent-ils gérer leurs rapports avec ce Califat ? Ces questions restent pour l'instant sans réponse convaincante. ■

Références bibliographiques

- Hanna Batatu, *The old social classes and the revolutionary movements of Iraq: A study of Iraq's old landed and commercial classes and of its communists, ba'thists, and free officers*, 2004, Londres, Saqi Books.
- Hamit Bozarslan, « Les Kurdes et l'option étatique ». *Politique étrangère*, <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-2-page-15.htm>.
- Anna Bozzo et Pierre-Jean Luizard, 2011, *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Textes à l'appui. Islam et Société. Paris, La Découverte.
- Karim Emile Bitar, « La Syrie, foyer de déstabilisation régionale ? », *Confluences Méditerranée*, 2014, <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2014-2-page-67.htm>.
- Guillaume Perrier, « Réfugié au Kurdistan, le gouverneur de Mossoul raconte la chute de sa ville », *Le Monde*, 16 juin 2014.
- Luizard, Pierre-Jean, *La question irakienne*, 2004, Paris, Fayard.
- Mervin, Sabrina, 2004, « Les Autorités religieuses dans le chiisme duodécimain contemporain », *Archives de sciences sociales des religions* (125), 63-77. <http://assr.revues.org/1033>.
- Al Mokhtar, Osman, « La cartographie des groupes armés chiites en Irak », 8 janvier 2014. <http://www.alaraby.co.uk/politics/231c2011-30c7-41db-938c-5eb8402a3324>.